



Assemblée générale

Distr. générale
12 juin 2012
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-deuxième session,
16-25 novembre 2011**

N° 52/2011 (Argentine)

Communication adressée au Gouvernement le 2 mai 2011

Concernant: Iván Andrés Bressan Anzorena et Marcelo Santiago Tello Ferreyra

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques depuis le
8 août 1986.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.
2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);
 - c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

3. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement pour les renseignements qu'il lui a communiqués dans sa communication du 30 juin 2011.

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. La source indique que Marcelo Santiago Tello Ferreyra, citoyen argentin né le 25 juillet 1970, domicilié dans la ville de Mendoza et exerçant la profession de commerçant, a été arrêté le 13 mai 2008 à Mendoza par des agents de la police provinciale.

5. **Iván Andrés Bressan Anzorena**, citoyen argentin résidant à Mendoza, marié, fonctionnaire de police, a été arrêté le 27 mars 2008 à Añatuya (province de Santiago del Estero) par des agents de la police provinciale et mis au secret pendant plus de sept jours et empêché de joindre ses proches ou de se mettre en relation avec un avocat.

6. MM. Tello Ferreyra et Bressan Anzorena ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Michel Agudelo Córdoba, citoyen colombien, survenu le 19 mars 2007 à Añatuya (province de Santiago del Estero).

7. Pendant sa garde à vue, M. Bressan Anzorena a été torturé. Après avoir été présenté au juge, il a de nouveau fait l'objet d'actes de torture et de représailles, faits pour lesquels il a porté plainte mais qui n'ont donné lieu à aucune enquête. Il a reçu des coups en divers endroits du corps, a été asphyxié au moyen d'un sac en plastique enfilé sur la tête et a reçu des décharges électriques dans les testicules et dans les jambes. Ces tortures lui ont provoqué un décrochement de la mâchoire, ce dont atteste un certificat médico-légal établi le 18 avril 2008 à l'hôpital régional Dr Ramón Carrillo. Le certificat fait état d'un polytraumatisme, avec luxation de l'articulation maxillaire et traumatisme de l'abdomen et de la jambe droite.

8. Selon la source, à la suite du meurtre de M. Agudelo Córdoba, les personnes suivantes ont également été arrêtées:

a) Miguel Ángel Figueredo Taboada, citoyen paraguayen;

b) Stela Mendes Giménez, citoyenne paraguayenne;

c) Cristian Alejandro Cardozo Bustos;

d) Rafael Antonio Ciriani;

e) Sandra Bravo, citoyenne argentine, célibataire, domiciliée à Añatuya. M^{lle} Bravo se trouvait à bord du véhicule dans lequel la victime a trouvé la mort. Après son arrestation, elle a été détenue au secret pendant douze jours;

f) Arturo Ernesto Uliarte, mécanicien.

9. M. Figueredo Taboada a été détenu au secret jusqu'au 27 mars 2008. Bien qu'il ait été inculpé d'homicide, il a par deux fois été entendu en qualité de témoin, et le fait qu'il a été privé de sa liberté a été consigné dans le procès-verbal. Dans ses dépositions, il a mis

en cause MM. Tello Ferreyra, Bressan Anzorena et Uliarte. Pendant sa détention, il n'a pas été autorisé à recevoir la visite de représentants consulaires de la République du Paraguay. Il a été libéré après quelques jours.

10. M. Figueredo Taboada et son compatriote M. Mendes Giménez ont été arrêtés sur simple ordre verbal du juge Álvaro Mansilla. Ils ont été détenus en dehors de tout ordre écrit et motivé, en violation flagrante de l'article 18 de la Constitution de la République, de l'article 56 de la Constitution régionale et de l'article 255 du Code de procédure pénale.

11. M^{me} Mendes Giménez a elle aussi été détenue au secret et privée de la visite du représentant consulaire de son pays jusqu'au 27 mars 2008, date de sa libération. Elle n'a jamais été informée du motif de sa mise en détention et n'a pas été appelée à déposer.

12. MM. Cardozo Bustos et Ciriani ont été arrêtés aux fins de vérification de leurs antécédents, conduits vers des commissariats de police différents et mis au secret. Ils ont été entendus sans avoir été informés des faits qui leur étaient reprochés ni des éventuelles preuves existant à leur encontre. Ils ont été libérés sept jours après leur arrestation faute de preuve.

13. Tous les détenus ont dit avoir, pendant leur détention au secret, été torturés par des agents de la brigade d'Añatuya placés sous la conduite de M. Fructuoso Rodríguez et du Groupe spécial d'intervention de haut risque de la police. Ils se sont également plaints de ce que leurs effets personnels leur avaient été dérobés. Ces plaintes ont été déposées au Bureau du Procureur d'Añatuya, mais aucune enquête n'a été diligentée en vue d'établir les faits et l'identité des tortionnaires.

14. Les tortures infligées à MM. Ciriani, Cardozo Bustos et Uriarte consistaient en des coups portés aux oreilles, des coups portés au moyen de tuyaux, et des simulacres de fusillade.

15. M. Tello Ferreyra a été arrêté sur la base des accusations portées contre lui par M. Figueredo Taboada. Il a été détenu sept jours au commissariat de police n° 6 avant d'être conduit à Santiago del Estero, où il a été détenu pendant près de douze mois au sous-sol d'un bâtiment appartenant aux autorités judiciaires, privé de lumière naturelle. Là, il a plusieurs fois été passé à tabac. Ses plaintes n'ont pas donné lieu à une enquête et les auteurs des faits n'ont pas été identifiés. L'intéressé a ensuite été transféré au pénitencier de la province, où il a été détenu au secret sur ordre du juge pendant plus de dix jours dans une cellule sans lumière ni toilettes, et forcé à se doucher tout habillé.

16. M. Bressan Anzorena a été transféré au pénitencier de la province, où il a été détenu au secret et frappé au visage et au dos. Il a ensuite été transféré à la prison de Pinto, située dans un endroit reculé de la province, distant d'Añatuya de 200 kilomètres.

17. M^{lle} Bravo a été détenue au commissariat pour femmes d'Añatuya. Son père, Raúl Medina, et sa sœur, María Isabel Gómez, ont été appelés à témoigner, en dépit de leurs liens de proche parenté avec M^{lle} Bravo. Pendant sa détention, M^{lle} Bravo a tenté de se suicider en s'immolant par le feu. Elle a passé plus de deux ans en détention provisoire avant d'être libérée.

18. Au long des presque trois ans qu'a duré la détention, plusieurs recours en *habeas corpus* ont été introduits, des plaintes pénales ont été déposées, et des lettres ont été écrites pour intercéder en faveur des détenus, sans résultat.

19. Selon la source, parmi les personnes qui avaient été arrêtées, MM. Tello Ferreyra et Bressan Anzorena sont les seuls qui soient encore en détention provisoire, et ce près de trois ans après leur arrestation. Leur détention est arbitraire. Ils ont été arrêtés sans mandat, ont été accusés sur les dires de personnes inculpées, ont été détenus au secret illégalement et pendant de longues périodes, et ont subi des tortures pour lesquelles ils ont déposé

plainte sans qu'aucune enquête soit diligentée et que les responsables soit identifiés et sanctionnés. Ils ont été placés en détention sur la base des dépositions de MM. Figueredo et Mendes Giménez, eux-mêmes arrêtés sans mandat, inculpés et privés du droit de bénéficier de l'assistance des autorités consulaires de leur pays que prévoit la Convention de Vienne sur les relations consulaires. La source précise que la détention de MM. Figueredo et Mendes Giménez étant illégale, tout comme leurs dépositions, sont également nuls et illégaux les témoignages qu'ils ont fait et qui sont le seul élément sur lequel est fondé la mise en détention de MM. Tello Ferreyra et Bressan Anzorena.

20. Selon la source, il y a eu violation du droit de MM. Tello Ferreyra et Bressan Anzorena à être jugé sans retard excessif. Ces personnes auraient dû être jugées dans un délai raisonnable ou être libérées. Au lieu de cela, après plus de trois ans de détention, elles n'ont toujours pas été jugées.

21. La source conclut en demandant que MM. Tello Ferreyra et Bressan Anzorena soient libérés immédiatement, que des mesures soient prises pour assurer une juste réparation des préjudices subis, corporels et psychiques, que des garanties suffisantes soient données que pareille détention ne se reproduira pas, et que les juges Álvaro Mansilla et Liliana Lami soient présentés devant le jury de jugement des magistrats pour infraction à la législation argentine et violation du droit à une procédure régulière. La source demande aussi l'ouverture d'une enquête sur la mise au secret au mépris de la légalité et sur les allégations de torture.

Réponse du Gouvernement

22. Dans sa réponse datée du 30 juin 2011, le Gouvernement conteste la compétence du Groupe de travail pour connaître de la présente affaire, au motif que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) en est déjà saisie. De l'avis du Gouvernement, la requête de la source doit de ce fait être jugée irrecevable.

23. Le Gouvernement fait valoir que le Conseil des droits de l'homme a assumé les fonctions et attributions de la Commission des droits de l'homme, qui avait quant à elle établi qu'étaient irrecevables les requêtes déjà en cours d'examen par un autre organisme de protection des droits de l'homme, l'objectif étant d'éviter les doubles emplois au niveau international. À l'appui de cet argument, le Gouvernement renvoie à la fiche d'information du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les procédures d'examen des requêtes¹.

24. En conclusion, le Gouvernement affirme que la communication de la source doit être déclarée irrecevable et qu'en conséquence, «il n'est pas nécessaire d'examiner la requête quant au fond, la conclusion qui a été tirée étant suffisante».

Délibération

Sur l'argument d'irrecevabilité de la communication de la source avancé par le Gouvernement

25. Avant d'analyser la teneur de la communication concernant Iván Andrés Bressan Anzorena et Marcelo Santiago Tello Ferreyra, le Groupe de travail se penchera sur l'exception d'irrecevabilité qu'oppose le Gouvernement pour seule réponse.

¹ Voir Procédures d'examen des requêtes, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Série Fiches d'information sur les droits de l'homme, n° 7. Genève, 2003. À consulter à l'adresse suivante: www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet7Rev.1.fr.pdf, p. 10.

26. En premier lieu, il importe de rappeler ce qui est dit dans la fiche d'information n° 7 du Haut-Commissariat susmentionnée: «Si vous avez soumis la même demande à un autre organe conventionnel ou à un mécanisme régional tel que la Commission interaméricaine des droits de l'homme, la Cour européenne des droits de l'homme ou la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, les Comités ne peuvent pas examiner votre plainte, l'objectif étant d'éviter des doubles emplois au niveau international. C'est un autre aspect de la recevabilité dont vous devrez traiter dans votre requête initiale, en décrivant toute demande que vous avez introduite et en précisant à quel organe vous vous êtes adressé, à quelle date et avec quels résultats». Il en ressort que l'irrecevabilité alléguée ne vaut que si la deuxième communication est présentée à «un autre organe conventionnel ou à un mécanisme régional», comme la CIDH, et si elle est présentée à un organe de même nature, un point dont il sera question plus loin.

27. En second lieu, il convient d'indiquer qu'après consultation de la page Web de la CIDH², il semble qu'aucune requête concernant des allégations de détention arbitraire ou de torture n'ait été présentée par M. Tello ou M. Bressan ou par leurs représentants. Dans sa réponse, le Gouvernement fait uniquement mention d'une demande de mesures conservatoires, faite sous la référence «MC-187-08» (08-2008), à laquelle il n'a pas été donné suite. Aucune mesure n'a été prise par la CIDH, dans le sens d'une acceptation ou d'un refus, et aucun rapport n'a été demandé.

28. Nonobstant ce qui précède, le Groupe de travail estime qu'il y a lieu de se prononcer sur les allégations du Gouvernement, qui considère que tout chevauchement entre une procédure mise en place en vertu d'un traité et une procédure d'examen par un organe du système des Nations Unies portant sur des cas de violation systématique des droits de l'homme devrait être interdit.

29. De nombreux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tant universels que régionaux, autorisent l'organe qu'ils créent à examiner des communications ou des requêtes présentées par des particuliers, sous réserve que la même question ne soit pas soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement. On trouve des dispositions à cet effet dans les instruments suivants: Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 5.2 a)); Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (art. 4.2 a)); Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (art. 77.3 a)); Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (art. 22.5 a)); Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 3.2 c)); Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (art. 30.2 e) et art. 31.2 c)); Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées (art. 2 c)). Le même principe est établi dans le système interaméricain au paragraphe 1 c) de l'article 46 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme et dans le système européen au paragraphe 2 b) de l'article 35 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

30. Le principe énoncé dans toutes ces dispositions est qu'une même question ne doit pas être en cours d'examen dans le cadre d'une autre procédure internationale d'enquête ou de règlement. Il y a procédure internationale de règlement lorsqu'il existe un conflit entre deux États ou plus, et que les États parties au conflit tentent de le résoudre par voie de règlement pacifique. Entrent notamment dans cette catégorie de procédure internationale de règlement les arbitrages, les négociations bilatérales ou multilatérales, les médiations conduites par un État tiers ou un autre sujet de droit international, les efforts de conciliation

² www.cidh.org.

menés avec ou sans les bons offices d'États tiers, et toute autre procédure dont conviennent les États concernés. Une «procédure internationale d'enquête ou de règlement» suppose l'existence d'un conflit entre deux États au moins.

31. Le cas des procédures extraconventionnelles est très différent. Appelées procédures spéciales ces procédures, confidentielles ou publiques, créées par le Conseil économique et social et par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies indépendamment de tout traité, ont pour objet d'examiner des situations et des affaires qui n'impliquent pas nécessairement l'existence d'un conflit entre des États. Relèvent de cette catégorie les procédures régies par les résolutions 780 et 1235 du Conseil économique et social.

32. Ce qui caractérise les procédures extraconventionnelles c'est qu'elles ont pour objet d'examiner la situation des droits de l'homme dans un pays déterminé (mandats par pays) ou d'examiner la situation d'un ou plusieurs droits particuliers dans le monde entier (mandats thématiques).

33. Ainsi, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 2144 (XXI), a invité le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme à «examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l'Organisation des Nations Unies dispose pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où celles-ci se produisent». Faisant suite à cette demande, la Commission a adopté la résolution 8/XXIII du 16 mars 1967, dans laquelle elle a décidé «d'examiner chaque année le point de l'ordre du jour intitulé “question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales” ... sans préjudice des fonctions et pouvoirs des organismes déjà existants ou qui seront établis dans le cadre des mesures de mise en œuvre comprises dans les conventions internationales sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales». Cette résolution a amené le Conseil à adopter la résolution 1235/XLII, dans laquelle il a décidé que la Commission pourrait «s'il y [avait] lieu, et après avoir examiné attentivement les renseignements qui lui [auraient] été communiqués, entreprendre [...] une étude approfondie des situations qui révèlent de constantes et systématiques violations des droits de l'homme [...]». Il est également indiqué dans cette résolution que la Commission examinera à nouveau ces dispositions «après l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme», à savoir les deux Pactes internationaux conclus à New York en 1966.

34. Il existe donc une différence manifeste entre les mécanismes de requête, de plainte ou de communication individuelle prévus dans les instruments relatifs aux droits de l'homme, universels ou régionaux qui sont appelés à prendre des décisions qui peuvent impliquer, pour l'auteur, un droit individuel à réparation, et pour l'État, une obligation de réparation, et un mécanisme qui vise non pas à obtenir une intervention en faveur d'un particulier mais à faire examiner de façon approfondie par la Commission, aujourd'hui Conseil des droits de l'homme, les situations qui révèlent de constantes et systématiques violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

35. Selon la doctrine, pour qu'une communication puisse être déclarée irrecevable pour violation du principe selon lequel une même question ne doit pas avoir déjà été soumise à une autre procédure internationale d'examen ou de règlement, il faut que les deux organes concernés soient de même nature. «Pour le Comité des droits de l'homme, l'“autre procédure d'examen ou de règlement international” doit être similaire à la fois du point de vue de la nature de l'organe qui examine l'affaire (sont uniquement concernés les organes intergouvernementaux ou les organes créés par un traité conclu entre États) et sur le fait que

l'examen débouche sur une décision concernant un cas individuel ou le règlement d'un cas individuel.»³.

36. Pour un autre juriste, «la même question ne peut pas être soumise en même temps à l'examen de la Commission interaméricaine des droits de l'homme à Washington ou de la Cour interaméricaine des droits de l'homme à San José (Costa Rica) et à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg ou à la procédure de plainte de l'UNESCO. En revanche, elle peut être soumise à l'examen de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies au titre de la procédure établie par la résolution 1503 du Conseil économique et social (procédure confidentielle) ou des groupes de travail ou des rapporteurs spéciaux de la Commission, comme le Rapporteur spécial sur la question de la torture ou le Groupe de travail sur la détention arbitraire»⁴.

37. Le Règlement de la CIDH établit le même principe. À son article 33, qui traite du double emploi des procédures, il est d'abord indiqué, au paragraphe 1, que la Commission ne considérera pas une pétition si la matière qui y est traitée fait «l'objet d'une instance encore pendante devant une organisation internationale gouvernementale dont fait partie l'État en question», puis il est dit que «cependant, la Commission ne s'abstiendra pas d'examiner les pétitions visées au paragraphe 1 lorsque: a) la procédure suivie devant l'autre organisation ou organisme se limite à un examen général de la situation des droits humains dans l'État en question et qu'aucune décision n'a été prononcée sur les faits spécifiques qui font l'objet de la pétition dont a été saisie la Commission ou que la décision adoptée n'a pas pu y apporter effectivement une solution».

38. La CIDH est parvenue à la même conclusion dans son rapport sur l'affaire 11.026 (César Chaparro Nivia et Vladimir Hincapié Galeano, Colombie)⁵. La Colombie a fait valoir que l'affaire devrait être considérée comme irrecevable au motif que la condition, établie au paragraphe 1 c) de l'article 46 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, selon laquelle l'objet de la pétition ne doit pas être en cours d'examen devant une autre instance internationale, n'était pas satisfaite. Elle a affirmé que la question des tortures qu'auraient subies les victimes avait été soumise au Rapporteur spécial sur la question de la torture et au Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires⁶, qui relevaient tous les deux du système des Nations Unies. La CIDH a conclu comme suit: «le Rapporteur et le Groupe de travail des Nations Unies susmentionnés n'entrent pas dans la catégorie des organes internationaux dont le mandat est tel que l'on peut aboutir à la situation de chevauchement visée au paragraphe 1 c) de l'article 46 et au paragraphe 1 d) de l'article 47 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme. En effet, ces mécanismes ne peuvent pas aboutir à un règlement effectif de la violation dénoncée. En outre, l'État n'a pas présenté d'éléments permettant d'établir que la situation des victimes dans cette affaire a été clarifiée par ces entités. Compte tenu de ce qui précède, la Commission considère que les conditions fixées aux paragraphes 1 c) de l'article 46 et 1 d) de l'article 47 sont remplies»⁷.

³ C. Medina et C. Nash. *Manual de Derecho Internacional de los Derechos Humanos*, Centro de Derechos Humanos, 2003. Cecilia Medina a été membre et Présidente du Comité des droits de l'homme.

⁴ A. M. de Zayas, «Desarrollo jurisprudencial del Comité de Derechos Humanos en aplicación del Protocolo Facultativo del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos: Visión Práctica», dans Carlos Jiménez Piernas (éd.), *Iniciación a la práctica en derecho internacional: derecho comunitario europeo*, Marcial Pons, Madrid, 2003.

⁵ CIDH, affaire n° 30/99. Disponible en espagnol à l'adresse: www.cidh.org/annualrep/98span/admisibilidad/colombia11.026.htm.

⁶ Ibid., par. 15.

⁷ Ibid., par. 26.

Sur le caractère arbitraire de la privation de liberté

39. Les faits relatés qui font l'objet de la communication et qui intéressent le mandat du Groupe de travail ont trait à la procédure criminelle engagée suite au meurtre du citoyen colombien Michel Agudelo Córdoba, survenu le 19 mars 2007 à Añatuya (Santiago del Estero), procédure instruite par le tribunal d'Añatuya (province de Santiago del Estero). Il est fait valoir que des irrégularités auraient entaché la procédure, et notamment:

a) Que Andrés Bressan Anzorena a été arrêté le 27 mars 2008 et détenu au secret pendant plus de sept jours;

b) Que M. Bressan Anzorena a subi divers actes de torture, qui n'ont pas fait l'objet d'une enquête ni donné lieu à des poursuites;

c) Que l'une des personnes initialement accusées, qui avait été placée en détention sans ordre écrit et motivé, en violation des dispositions de la Constitution nationale et de la Constitution provinciale de Santiago del Estero, a été entendue en qualité de témoin et non d'accusé, et que ce vice de forme vaut également pour d'autres personnes qui ont témoigné contre MM. Bressan Anzorena et Tello Ferreyra, sachant que l'un des témoins, qui pendant un temps a également été accusé, a tenté de se suicider et n'a été libéré que deux ans plus tard;

d) Que MM. Tello Ferreyra et Bressan Anzorena – qui sont toujours privés de liberté et sont détenus depuis plus de trois ans et demi sans jugement – ont été privés du droit à être jugé sans retard excessif et dans un délai raisonnable;

e) Que les auteurs ont été privés du droit à un recours utile en vue de retrouver leur liberté. Il est indiqué que durant les trois ans ou presque qu'a duré la détention, plusieurs recours en *habeas corpus* et plaintes pénales ont été introduits et des lettres ont été écrites pour intercéder en faveur des détenus, sans résultat.

40. Le Gouvernement n'a répondu à aucune de ces allégations.

41. Conformément au Code pénal et de procédure de Santiago del Estero, «le juge ne peut décider qu'un accusé sera détenu au secret qu'à condition qu'il existe des motifs suffisants, dont il doit être donné acte. La détention au secret absolu n'excédera pas vingt-quatre heures» (art. 183). Le traitement auquel a été soumis M. Bressan Anzorena constitue un déni d'un droit fondamental, dont le respect exige plus que les garanties entourant la privation de liberté énoncées dans les instruments – conventionnels ou déclaratifs – internationaux relatifs aux droits de l'homme, ce qui fait qu'il y a violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en vertu du paragraphe 2 de son article 5. M. Tello Ferreyra, qui a été arrêté à Mendoza puis conduit à Santiago del Estero pour y être jugé, a lui aussi été détenu au secret pendant dix jours dans cette ville.

42. Il est également allégué que le fait qu'aucun ordre écrit de mise en détention n'a été délivré en ce qui concerne M. Bressan Anzorena, contrairement à ce qui est exigé par la Constitution de la province du lieu où l'infraction a été commise et où se tient le procès pénal, constitue également une violation d'un droit procédural fondamental.

43. Les détenus Tello Ferreyra et Bressan Anzorena sont privés de liberté depuis plus de trois ans et demi – et le juge a une nouvelle fois demandé une prorogation du délai d'instruction; ils ont été privés du droit à être jugé dans un délai raisonnable (par. 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques) et sans retard excessif (ibid., art. 14.3 c)). Ils ont également été privés du droit à comparaître libre. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte, «la détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement». En l'espèce, la durée de la

détention provisoire, de près de trois ans et demi, a dépassé tout délai raisonnable. En outre, l'article 56 de la Constitution provinciale de 2005 stipule que «la privation de liberté pendant le déroulement de la procédure est exceptionnelle», tout en indiquant que l'ordre de détention doit être écrit.

44. Il est également fait valoir que les accusés Tello Ferreyra et Bressan Anzorena, outre des demandes de mise en liberté présentées au juge en charge de l'affaire, ont introduit au moins deux recours en *habeas corpus* pour demander leur mise en liberté provisoire, lesquels ont été rejetés par les tribunaux et juges provinciaux. Le dernier recours de cette nature a été rejeté le 8 août 2011. De ce fait, les intéressés ont également été privés des droits consacrés à l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 3 de l'article 2 et au paragraphe 4 de l'article 9 du Pacte. Le Groupe de travail a estimé que l'*habeas corpus* était un droit de l'homme reconnu dans le Pacte.

45. Le Groupe de travail estime que l'inobservation des normes internationales relatives au droit à un procès équitable établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui ont été citées est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté de MM. Marcelo Santiago Tello Ferreyra et Iván Andrés Bressan Anzorena arbitraire, et qu'elle relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Délibération

46. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

a) La privation de liberté de MM. Marcelo Santiago Tello Ferreyra et Iván Andrés Bressan Anzorena est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux droits fondamentaux consacrés aux articles 3, 5, 7, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article 2 et aux articles 9, 10 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail;

b) En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République argentine de prendre les mesures nécessaires à l'exercice par MM. Tello et Bressan du droit à la liberté, y compris d'envisager la possibilité d'une libération sous caution assurant leur comparution à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement;

c) Le Groupe de travail demande également qu'une enquête soit diligentée sur les actes de torture qu'auraient subis MM. Tello et Bressan, d'après la communication.

[Adopté le 17 novembre 2011]